Timothy TACKETT , *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997, 365 p.

Serge Chassagne

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ch/35>

DOI : 10.4000/ch.35

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1998

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Serge Chassagne, « Timothy TACKETT , *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997, 365 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 43-1 | 1998, mis en ligne le 14 mai 2009, consulté le 07 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ch/35> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.35>

Ce document a été généré automatiquement le 29 septembre 2020.

Tous droits réservés

Timothy TACKETT , *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997, 365 p.

Serge Chassagne

- 1 Pourquoi en effet n'y avoir pas pensé plus tôt ? Pour expliquer " comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires ", Timothy Tackett a interrogé le *corpus* des lettres (5 600, souvent inédites et en mains privées) et des récits imprimés (contemporains ou postérieurs) d'environ 130 " témoins principaux ", soit un dixième des membres de l'Assemblée nationale. Ainsi, entre l'explication " classique " depuis Jaurès de l'antagonisme fondamental entre aristocratie et bourgeoisie, et l'explication " révisionniste " de la convergence économique et culturelle des élites à la fin de l'Ancien Régime, qui fait " de l'effondrement interne de la monarchie " et " de l'incapacité du gouvernement à résoudre une crise fiscale sans précédent " le facteur décisif de la Révolution, l'auteur tente une analyse concrète d'une situation concrète : comment les députés aux États généraux " en sont-ils arrivés à cette incroyable conclusion, si rare dans le cours des affaires humaines, que le monde politique et institutionnel qu'ils avaient toujours connu devait être renversé et réformé de fond en comble ? Quels sont leurs règles de comportement, leur système de valeur, leur culture politique au soir de la Révolution ? [...] Peuvent-ils être déjà définis comme des " révolutionnaires " en 1789, ou la transformation a-t-elle eu lieu ultérieurement ? Y a-t-il eu évolution progressive ou changement brutal, à la manière d'une conversion religieuse ? " D'où le plan logique (et ternaire) du livre : les députés avant la Révolution, les origines de la dynamique révolutionnaire, les députés législateurs.
- 2 L'auteur reprend donc d'abord, après J.M. Thomson, la " biographie collective " des 1 177 députés " habilités à siéger à l'Assemblée nationale ", " le corps représentatif le plus important dans l'histoire de l'Europe occidentale ", " presque trois fois plus que les derniers États généraux de 1614 ", " une véritable marée humaine " comparée " aux

55 hommes qui, deux ans plus tôt, ont rédigé la Constitution américaine ". La taille même de l'Assemblée lui donne pour longtemps un caractère impersonnel et pèse sur les débats, nécessairement lents et imprévisibles. La représentation du royaume est très inégale : 70 % viennent de " circonscriptions situées au nord de la [fameuse] ligne La Rochelle-Genève ", et " les deux tiers habitent dans des villes d'au moins 2 000 habitants " — 30 — dans des villes de plus de 20 000. " Il n'est donc guère surprenant que de nombreux députés n'aient jamais réellement compris les problèmes des habitants des campagnes et aient semblé complètement interloqués par la culture religieuse rurale " (pp. 28-29). Au moins 175 (13 % des députés) sont étrangers à leurs circonscriptions, et 211 (chiffre minimum) résident à Paris, d'où leur sensibilité à tout ce qui s'y passe. S'ils sont dans l'ensemble " des hommes mûrs " (moyenne d'âge, 45 ans pour les députés de la noblesse et du Tiers ; 50 ans pour ceux du clergé), " les plus jeunes — radicaux ou conservateurs — prennent souvent la tête de l'Assemblée ". " De même qu'il n'y a ni limite d'âge ni obligation de résidence, les députés ne sont pas tenus de représenter leurs ordres naturels " : outre les 322 membres du second ordre, 85 autres nobles siègent avec le clergé et 58 avec le Tiers, c'est-à-dire qu'un député sur trois appartient à la noblesse.

- 3 Parmi le clergé, les prélats, tous nobles, riches et issus de la grande aristocratie, sont minoritaires (14 %, contre 41 % en 1614), les réguliers notoirement sous-représentés (3 % des sièges, alors qu'ils forment la moitié de l'ordre), et les curés, majoritaires à 75 %, se situent " nettement au-dessus de l'ensemble du clergé paroissial français : la moitié ont des diplômes universitaires ", plusieurs ont occupé des fonctions de responsabilité dans leurs diocèses, beaucoup sont issus de familles de notables du Tiers (et même 7 % de la noblesse), malgré " un tiers de députés curés originaires de familles de paysans ou d'artisans " (tels Grégoire et Binot, fils de tailleurs ruraux, ou Jallet, dixième enfant d'un jardinier). " Par leurs origines familiales et leur situation économique (la majorité dispose de revenus compris entre 1 000 et 3 000 livres par an), bon nombre éprouvent une grande sympathie pour le Tiers et une nette hostilité à l'égard du haut clergé [...] mais par leur formation théologique et leurs liens étroits avec le pouvoir diocésain, ils demeurent également sensibles aux rapports de déférence envers leurs supérieurs hiérarchiques et vont avoir de grandes difficultés à résister aux évêques " (pp. 33-34).
- 4 " Si la délégation cléricale est dominée par le bas de la hiérarchie ecclésiastique, les députés du second ordre viennent surtout de l'aristocratie la plus haute et la plus prestigieuse " ; les trois quarts sont titrés (quatre princes, seize ducs, 83 marquis, 104 comtes, 28 barons), et tous d'une noblesse antérieure à 1600 (6 % d'anoblis de fraîche date, comme Cazalès ou Duval d'Eprémesnil). " La moitié a une adresse dans la capitale, où ils vivent au moins une bonne partie de l'année ", mais seule une poignée appartient à la Cour (neuf seulement figurent dans l'almanach royal). " Un quart vit dans des villes (grandes ou moyennes) de province ", notamment les officiers en garnison, et la plupart des 38 nobles de robe ; " entre un quart et un cinquième sont des gentilshommes campagnards, qui résident dans leurs manoirs, mais aucun ne correspond à l'image du hobereau " (les moins rentés, comme le baron de Mercey, disposent d'un revenu de 10 000 livres). " Au moins 75 ont véritablement fait la guerre " (dont 19 en Amérique, pendant la guerre d'Indépendance) " et un grand nombre sont encore militaires à temps plein en 1789 ". Mais les quatre cinquièmes des députés nobles ont été marqués par l'expérience de la vie militaire, certains dès l'adolescence (à douze ans pour Biron, Lablache ou Lezay-Marnésia). " Comparés à l'ensemble de la

noblesse française, les députés aux États généraux sont remarquablement homogènes [...] si nous voulons comprendre l'image qu'a le Tiers de cette noblesse, il est essentiel de garder à l'esprit que ces hommes appartiennent avant tout à un corps de soldats aristocratiques très riches " (p. 40).

- 5 Le Tiers, on le savait, est dominé par les hommes de loi : 218 magistrats (dont seulement neuf de cours souveraines ; la plupart siègent dans des bailliages), 181 avocats (qui tous n'exercent pas, mais dont certains sont déjà très renommés, Target ou Tronchet à Paris, Garat à Bordeaux, Merlin à Douai, Reubell à Colmar, Gaultier de Biauzat à Clermont, Blanc à Besançon ou Pétion à Chartres), 39 officiers subalternes, au total " deux tiers des députés ont probablement reçu une formation juridique ". Les autres représentent " un large éventail de la société " : 21 médecins, 16 professeurs d'université, 60 négociants (dont 17 seulement des grandes villes portuaires), 14 marchands, 7 banquiers, 22 manufacturiers — mais aucun artisan, ni commerçant modeste. " Comme l'ont fréquemment noté les historiens "révisionnistes", les représentants du capitalisme industriel et commercial constituent à peine un sixième du Tiers, un douzième de l'ensemble de l'Assemblée nationale " (p. 43) — encore faudrait-il leur ajouter les grands nobles, comme le prince de Croÿ ou le baron d'Allarde, propriétaires de mines et de manufactures. " Ceux qui résident à la campagne et consacrent leur temps à l'agriculture forment un groupe de 43 propriétaires terriens ". Par leurs apports au mariage (sauf cas exceptionnel de l'armateur havrais Begouën-Demeaux ou du banquier Le Couteulx de Canteleu) et par leurs revenus, mesurés sur un échantillon de 39 constituants, " la plupart des députés du Tiers vivent dans un univers économique très différent de celui de leurs confrères de la noblesse ". Pourtant, " un nombre important de députés se situent, selon les critères de l'Ancien Régime, aux frontières mêmes de la noblesse " : 48 au minimum (soit un délégué sur douze) font partie de la noblesse héréditaire ou personnelle (aristocrates comme Mirabeau, ou le marquis de Rostaing, élu du Tiers de Montbrison ; anoblis comme Merlin ou Le Chapelier). Même parmi ceux, majoritaires, qui ne sont pas nobles, beaucoup sont liés à la noblesse par leurs activités (seize anciens militaires ; plusieurs, dont Camus, avocats-conseils de grandes familles), leurs alliances (une quinzaine, dont Barère, sont fils, époux ou beaux-pères de nobles) ou leur " style de vie " (au moins 32 possèdent des seigneuries). " À l'exception d'une centaine environ d'avocats, de fermiers et d'officiers modestes, la grande majorité est composée d'individus prospères, qui ont réussi à se faire une bonne place dans la société du XVIII^e siècle ". Néanmoins par leur niveau de vie, par leur formation juridique, par leur prestige dans le système de valeurs de l'Ancien Régime, " ils sont bien différents et éloignés des grands aristocrates du second ordre ". De plus, un grand nombre se trouvent dans " une catégorie transitoire de mutants sociaux " (Colin Lucas), ce qui implique insatisfaction et tension, voire " aversion insurmontable " au contact des grands (ainsi de Dubois-Crancé, fils d'un mousquetaire anobli, ou de Target, que le comte d'Artois tutoie comme un vulgaire domestique). Situation bâtarde, que résume parfaitement Lebrun, anobli en 1768 : " Je n'appartiens plus au tiers-état, mais je ne suis pas encore avoué par la noblesse ".
- 6 Passons sur le chapitre 2, qui analyse, à l'aide de leurs écrits antérieurs à 1789, la culture politique des futurs députés, pour examiner leur expérience politique et administrative en 1789 : sont-ils vraiment si " néophytes " qu'on l'a dit ? Outre les privilégiés (évêques membres de l'Assemblée quinquennale du clergé ; parlementaires rompus à l'opposition à la monarchie), beaucoup de députés du Tiers ont participé

" aux formes et aux procédures de la vie collective " : collaborateurs du pouvoir central (comme Dupont de Nemours ou Malouet), membres d'assemblées corporatives professionnelles, d'académies ou de loges (sans doute un quart des constituants), administrateurs d'hôpitaux ou de municipalités (62 ont été maires). Tous ont vécu, directement ou indirectement, " la mobilisation politique du royaume " commencée avec la " révolution de Maupeou " (dont plusieurs adversaires notoires siègent aux États généraux : La Rochefoucauld, Fréteau de Saint Just, Duval d'Eprémèsnil parmi les nobles ; les avocats Camus, Martineau, Target, Treilhard, Tronchet, tous élus à Paris), continuée avec l'assemblée des Notables de 1787 (où siègent 22 futurs députés) et la réunion des assemblées provinciales en 1787-1788 (217 futurs députés, dont 50 dans les commissions intermédiaires et 23 syndics — parfois, comme pour la commission intermédiaire de Lyon, en sort la majorité de la future délégation du Tiers à Versailles, gage non seulement d'expérience politique, mais de familiarité entre dirigeants), relancée enfin par la réforme Lamoignon en mai 1788 (où s'illustre à Grenoble un jeune juge municipal de 29 ans, Jean-Joseph Mounier) et l'annonce en juillet par Loménie de Brienne de la convocation prochaine d'États généraux, invitant même les autorités locales à vérifier les procédures électorales suivies en 1614, et les citoyens à réfléchir sur les moyens de rendre l'assemblée " vraiment nationale ". Cette dernière mobilisation politique, qui doit beaucoup à l'action des ministres, s'accomplit de façon diverse " selon les institutions (provinciales) et le caractère local des unions politiques ", mais elle permet à de nombreux futurs députés d'y jouer un rôle de *leaders* (Le Chapelier ou Volney en Bretagne, Mounier, Barnave ou le comte de Virieu en Dauphiné, le comte d'Antraigues ou Boissy d'Anglas en Vivarais, Duport et ses amis de la société des Trente à Paris, " un formidable rassemblement d'individus de prestige, de talents et d'énergie "). L'intransigeance de la deuxième assemblée des Notables, en décembre 1788, marque leur réaction à la prolifération des brochures favorables au Tiers, et encourage donc l'apparition d'une " résistance conservatrice, dans les régions où les nobles ont déjà une expérience de l'action collective " (là où existent encore de puissants États provinciaux). Vers la fin de l'année, les partisans du maintien des prérogatives de la noblesse en arrivent à juger plus grave la menace des " patriotes " que celle du " despotisme ministériel ". Au printemps 1789, lors de la réunion des assemblées des trois ordres pour élire leurs représentants et rédiger leurs doléances, beaucoup sont conscients d'une intense polarisation politique. Selon le mot de Rabaut Saint-Étienne, " les deux partis étaient déjà formés " avant l'ouverture des États généraux.

- 7 " Si à de nombreux égards les députés sont déjà préparés aux nouvelles *formes* de politique révolutionnaire, ont-ils également anticipé le *contenu* de la pensée révolutionnaire ? " (p. 94). L'analyse des écrits politiques conservés à la Bibliothèque nationales de France de 30 députés du Tiers — et non des moindres, puisqu'y figurent, de Barnave à Thouret, les principaux *leaders* de la future Assemblée — se révèle intéressante sur quatre thèmes majeurs pour la suite immédiate : 1) " un profond respect pour la personne du roi, quelles que soient les critiques envers le gouvernement monarchique ", et une attitude plus hésitante " sur la question de l'ultime souveraineté " (des radicaux Volney ou Pétion aux légitimistes Target ou Boissy qui n'entendent pas que les États portent " atteinte à l'autorité sacrée du roi ") ; 2) une attitude également partagée, et ambiguë, sur le rôle politique des masses populaires : entre un Lanjuinais, qui repousse " avec horreur " une démocratie " où chaque citoyen est despote et tyran ", et les démocrates Bouchotte, Pétion, Target ou

Volney, partisans d'une large participation populaire au suffrage, y compris des femmes pour Roederer, la distance est moins grande qu'il n'y paraît, puisque la plupart n'envisagent pas que des gens du peuple détiennent un jour "des positions de pouvoir" ; 3) division encore sur la question de la noblesse : Lebrun et Malouet, mais aussi Rabaut et Thouret sont partisans du maintien "de la distinction des rangs, consacrée dans l'ordre public par les principes de la constitution monarchique", d'autres, comme Target ou Boislandry, plaident pour la coopération avec les nobles afin d'effectuer les réformes nécessaires, mais la majorité exprime "une franche hostilité" envers la noblesse, avec même, selon l'auteur, "une virulence" de langage qu'on ne retrouve "dans aucun autre domaine" (Lanjuinais est ici le seul à en suggérer la suppression) ; 4) la justification des changements à venir est empruntée "au vocabulaire et au mode de pensée des Lumières" ("raison" et "intérêt général", "bonheur" des générations futures, ratification des actions par "l'opinion publique" ? "sorte de dénominateur commun de la volonté populaire, identifiable de manière empirique au cours des élections aux États généraux et des débats ultérieurs" commente Timothy Tackett. En somme, "tous les auteurs s'attendent à des changements importants et tous croient à la possibilité de tels changements", mais "aucun n'en a imaginé toute l'étendue [...], pas une ligne commune dans l'argumentation [...], chacun cherche à décrypter le sens d'un monde en pleine transformation et à improviser de nouveaux modèles" pour l'avenir.

- 8 La deuxième partie retrace "les origines de la dynamique révolutionnaire", de mai à décembre 1789, en s'appuyant, on l'a dit, sur les témoignages directs des participants. Notons ainsi que dès le dimanche 3 mai, le médecin poitevin Gallot a rencontré, à Versailles, plusieurs coreligionnaires calvinistes (Rabaut, Garesché, Lamy) pour discuter de leur participation à la procession catholique du lendemain, et sans doute jansénistes et francs-maçons en ont-ils fait de même. Très vite les députés d'une même province prennent l'habitude de se réunir le soir dans l'appartement d'un des leurs (les députés du Poitou chez Cochon de Lapparent, ceux de Provence dans la chambre de Bouche, puis chez Mirabeau mieux logé) pour convenir d'une attitude commune dans les débats du lendemain. "De tous les comités provinciaux, les plus unis et les plus influents sont ceux du Dauphiné et de Bretagne", les premiers réunis le 5 mai chez l'archevêque de Vienne, Lefranc de Pompignan, pour travailler à la réunion des trois ordres, les seconds (qui ne comportent que des députés du Tiers, en raison du boycott des élections par les deux premiers ordres) dès le 30 avril dans l'arrière-salle d'un café de Versailles pour adopter une position commune, comme ils l'avaient fait aux derniers États provinciaux, les uns et les autres appelant leurs collègues sinon à les rejoindre, du moins à adopter leurs "principes" du vote majoritaire aux États généraux. Avant même la première séance du Tiers, comme le dévoile le 5 mai un député du Maine dans une lettre à un ami, le "club breton" a décidé de "la stratégie d'inertie" à adopter pour qu'aucune décision ne puisse être prise par ordre, et même qu'il n'y ait pas de vérification des pouvoirs sans vote collectif par tête. Pourtant, le 7 mai, un premier vote sur l'attitude du Tiers face aux privilégiés montre qu'une large majorité appuie la proposition de Mounier de contacts officiels avec les deux autres ordres, d'où la création d'une commission tripartite de conciliation, que Le Chapelier essaie vainement d'empêcher, au cours d'un grand débat qui dure cinq jours et se termine par l'adoption (320 voix contre 66) d'une motion de conciliation présentée par Rabaut. À la fin de mai, une majorité identique est d'avis de continuer les conférences exploratoires. "L'assemblée", note Nairac, député de La Rochelle, "est plus portée sur les partis de

douceur et de concorde que sur les partis violents ". " On n'a pas idée de la véhémence et de la passion des habitants de cette province ", écrit le député du Maine déjà cité en parlant des Bretons. " Quiconque n'adopte pas leurs idées est un être dégradé, faible, qui ne veut que l'esclavage ". Pourtant le groupe breton allait triompher... grâce à l'intransigeance des privilégiés.

- 9 Lors de la première réunion du clergé, le 6 mai, la position patriote est défendue par les deux archevêques libéraux de Vienne et de Bordeaux. Or leur motion est rejetée par 133 voix contre 114, preuve de l'influence des prélats sur les curés et les autres ecclésiastiques. Aussi le curé Jallet et quatre confrères poitevins prennent-ils l'initiative de se concerter le soir, dans la salle de leur ordre, bientôt rejoints par une bonne centaine d'autres, excédés par l'arrogance et le mépris des évêques, qu'ils accusent ouvertement de paresse, de luxe et de non-résidence. " Mais les patriotes du clergé échouent à cause des manœuvres et de l'organisation des évêques ". Le 12 juin, Jallet ne trouve que 22 curés prêts à siéger avec le Tiers, et le lendemain ils ne sont plus que deux (du Poitou) à se joindre effectivement à lui. " Jallet, qui en avait promis un nombre nettement plus important [...] en fut profondément mortifié ". Le Tiers se convainc donc, début juin, de l'impossibilité de coopération avec le clergé, et tel député juge même : " ce sont de pauvres gens, les curés ". Le même scénario se répète chez les nobles ; dès leur première séance, le 6 mai (avant l'arrivée de la délégation de Paris, libérale), ils refusent, par 188 voix contre 46, toute idée de vérification en commun. Le " club de Viroflay ", qui réunit les libéraux et quelques députés du Tiers (Barnave, Sieyès, Rabaut) dans la maison de campagne du duc d'Aumont, échoue à ébranler les positions conservatrices des délégués. Pour le marquis de Ferrières, bon représentant de la noblesse provinciale, les libéraux sont " les créatures de Necker, les enthousiastes d'une folle célébrité populaire ". Résultat : tout le bureau de l'ordre et tous les membres de la commission de conciliation sont des conservateurs, grâce à l'action du " club du Jeu de Paume ", un groupe d'anti-libéraux animés par le duc de Luxembourg, le comte d'Antraigues et d'Eprémèsnil, qui excluent de leurs débats les délégations nobles de Franche-Comté, du Dauphiné et de Paris. Le talent rhétorique de leurs *leaders* (d'Eprémèsnil " parle avec une force, un courage, une logique vraiment admirables " selon le bressan Garron de La Brévière) gagne à leur cause de nombreux gentilshommes, inquiets de leurs droits si le Tiers finissait par l'emporter. Le 28 mai, dans un vote sur la nécessité du vote par ordre, les conservateurs l'emportent par 207 voix contre 38. Toute vérification en commun semble donc impossible, et d'ailleurs " l'éthique militaro-aristocratique " des nobles (" un mélange de frivolité dans les manières et de pédanterie dans les opinions, et le tout réuni dans un plus complet dédain pour les lumières et pour l'esprit " note Mme de Staël, présente alors) empêche tout rapprochement avec le Tiers. Tous sont prêts, explique La Brévière à sa femme, " en braves et loyaux gentilshommes, à offrir au roi [leurs] bras et [leurs] vies ". Au nom de l'honneur, déjà une atmosphère de pré-guerre civile.
- 10 " Au fil des jours et des semaines, des changements psychologiques spectaculaires apparaissent chez les députés du Tiers " sous l'influence de quatre facteurs : " la prise de conscience de leur force, les effets didactiques de leurs orateurs, l'impact de la foule et le comportement de la noblesse " (p.132). On lit évidemment avec intérêt les réactions (privées, rappelons-le) des députés, en ces semaines décisives. Ainsi le manceau Ménard de la Groye : " Je craindrai toute ma vie d'être injuste envers [...] un ordre entier de citoyens les plus distingués. Mais ici je ne puis me dispenser d'accuser la noblesse, de lui reprocher un comportement qui expose la France entière au plus

grand péril ". On connaît la suite : l'appel nominal commence le 12 juin, et au matin du 17, par 491 voix contre 90, et en présence de 4 000 spectateurs, le tiers se proclame " Assemblée nationale ". Aussitôt après les résultats du vote, tous, debout, la main droite levée, répètent le serment solennel (le premier d'une longue série) que Bailly, président de séance, vient de prononcer. Ensuite Target et Le Chapelier mettent aux voix le premier décret, voté à l'unanimité, qui confère à l'Assemblée le contrôle total des impôts. " Il vient de s'opérer subitement une révolution prodigieuse dans les esprits ", relève l'avocat-député Visme. On relit ensuite avec plaisir le récit vivant que donne Timothy Tackett de la vie de l'Assemblée jusqu'à la crise de juillet et " l'apogée extraordinaire de la nuit du 4 août " Le négociant bourguignon Gantheret, un homme pragmatique, en tire la conclusion : " Personne à l'avenir ne pourra se distinguer que par la fortune, le mérite et ses vertus [...]. Nous sommes un peuple de frères. Le roi est notre père et la France est notre mère ". Pourtant, on le sait, l'illusion lyrique fut de courte durée.

- 11 L'auteur retrace en effet les dilemmes que doivent affronter les députés : l'anarchie dans les campagnes, les troubles frumentaires urbains (les émeutes parisiennes des 30-31 août se traduisent par la première liste de " mauvais " députés), la crise financière (brusquement révélée par Necker en octobre), l'offensive conservatrice (après les décrets du 4 août) renforcée par la présence de Mounier, la rédaction de la Déclaration des droits. Le clivage définitif s'opère au début de septembre lors du débat sur le bicamérisme, tranché le 10 par une écrasante majorité de 849 voix sur 1 060 présents, et sur le veto (450, puis 673 voix pour un veto suspensif contre 325 pour un veto absolu, le 11). La double défaite des monarchiens entraîne leur démission (trop rapide selon Timothy Tackett) du comité de constitution, et leur remplacement par des députés moins conservateurs. À la fin de septembre, les monarchiens obtiennent pourtant encore la présidence (Mounier) et deux des trois secrétariats de l'Assemblée. Même si aucun député n'a eu à en pâtir personnellement, les journées d'octobre marquent la véritable rupture : les monarchiens et les modérés ont été scandalisés par les violences " de la plus vile canaille de Paris " (Bergasse) ; le roi se résout à signer les décrets jusqu'alors refusés, et à partager le pouvoir avec l'Assemblée ; en acceptant, sous la pression de la foule, de se rendre à Paris, il y entraîne l'Assemblée, désormais elle-même placée sous la sauvegarde des patriotes. Ils quittent la salle des Menus plaisirs pour celle de l'archevêché, trop exiguë (où est paradoxalement votée la mise " à la disposition de la nation " des biens du clergé), avant de s'installer définitivement au manège des Tuileries le 9 novembre. La plupart sont désemparés par ce changement (onze députés quittent leurs fonctions en octobre, et 37 autres les mois suivants) ; puis la vie parlementaire reprend, polarisée désormais par l'habitude des députés de siéger à gauche ou à droite du président. Au début de décembre, la gauche échoue, mais de peu, (453 contre 443), à élargir l'accès au droit de vote, réservé aux seuls citoyens actifs. Au moment où se crée, dans la salle du couvent voisin des Jacobins, la Société des amis de la constitution " pour lutter à armes égales avec l'organisation de la droite ", l'auteur souligne que " les choses sont nettement plus complexes " qu'on l'a dit. " La dynamique politique des premiers jours a donné lieu à une lutte politique intense entre deux camps relativement égaux, un combat dans lequel chaque côté cherche à se gagner l'adhésion d'un centre non aligné et au cours duquel chacun a joué un rôle de stimulateur pour l'autre, dans la mise au point d'une organisation de parti " (p. 198). En réintroduisant le jeu des acteurs dans le déroulement de l'année 1789, l'auteur rend

sensible le souffle de la liberté dans une histoire qu'on croyait parfaitement connaître. Naturellement ce livre en appelle un autre sur la suite de la Constituante.